LES SUFFRAGETTES APRÈS LE SUFFRAGE : LES VAGUES CONTINUES DU FÉMINISME

JOAN SANGSTER

Joan Sangster écrit des articles et des monographies sur les femmes sur le marché de l'emploi et le mouvement ouvrier, l'histoire de la gauche, la théorie et l'historiographie féministe, la criminalisation des femmes et des jeunes filles, les femmes autochtones et le droit. Membre de la Société royale du Canada, elle a été boursière Killam ainsi que professeure invitée à l'Université Duke, Priceton et McGill. Son livre le plus récent est *Transforming Labour: Women and Work in Postwar Canada* (Presses de l'Université de Toronto). Une collection rétrospective de ses essais historiques et théoriques, *Through Feminist Eyes: Essays on Canadian Women's History*, a été publiée par les presses de l'Université d'Athabasca en 2011 et elle rédige en ce moment une monographie, provisoirement intitulé *Contact Zones: Images of the Aboriginal North, 1940-1970*. Récipiendaire du prix Trent Symons pour l'enseignement et du prix pour la recherche universitaire, elle est également membre du Centre Frost pour les Études canadiennes et les Études autochtones à l'Université Trent où elle enseigne à la maîtrise et au doctorat dans le programme d'études canadiennes.

Pendant les décennies qui ont suivies l'obtention du droit de vote fédéral par les femmes blanches en 1918, des magazines populaires posaient la question à savoir si le fait d'étendre ce droit avait réellement changé la politique, mesurant son succès inévitablement d'une seule façon : le nombre de femmes élues au parlement et aux législatures provinciales. Grattan O'Leary, plus tard un sénateur conservateur, avait suggéré dans un article publié dans Châtelaine en 1930 que le vote féminin n'avait pas d'effet discernable puisque les femmes votent de façon similaire aux hommes. La juge et suffragette vancouvéroise Helen Gregory McGill n'était pas d'accord du tout et avait répondu dans ce même magazine que les voix des femmes étaient encore sous-représentées puisque celles-ci étaient encore confrontées à de la discrimination ainsi qu'à leurs propres sentiments « d'infériorité ». Un groupe de femmes candidates qui n'avaient pas réussi à se faire élire durant les élections de 1930 ont ajouté leurs points de vue à ce sujet dans un autre article paru dans Châtelaine, intitulé *« Why I Failed to be Elected »* (Pourquoi je n'ai pas été élue). Alors que certaines dénonçaient la discrimination évidente et le manque de soutien, la Manitobaine Beatrice Bridgen, qui s'était présentée comme candidate à Farmer-Labour, avait noté que neuf femmes sur dix représentaient des partis alternatifs plutôt que des

partis plus établis : leurs positions radicales complexifiaient encore plus leur combat[1].

Peu importe leurs explications, le pessimisme rodait autour du féminisme durant l'entre-deux-guerres, une tendance qui est devenue remarquablement résiliente durant les années subséquentes. « Après avoir obtenu le vote en 1920, le mouvement féministe s'est simplement essoufflé » avaient écrit deux historiens légaux[1]. Alors que leur livre propose une discussion remarquable de l'Affaire « personne », ceci est une douteuse façon de caractériser le mouvement féministe. L'idée des vagues du féminisme — la première (le suffrage), la seconde (les années 1960s) et la troisième (les années 1990s) — perpétue cette regrettable image de vagues déferlantes entre des moments d'inactivité. La notion que le suffrage était achevé et que l'apathie féministe ait prévalu après 1918 peut être réfutée par quatre faits. Premièrement, le droit de vote n'était pas universel : plusieurs femmes et hommes, sur des bases raciales ou à cause de leur statut d'autochtone, n'ont obtenu le droit de vote que longtemps après la Deuxième Guerre mondiale. Deuxièmement, la lutte pour le droit de vote n'était pas terminée ; le droit de vote n'a été accordé aux femmes qu'après la Première Guerre mondiale dans trois provinces des maritimes et seulement qu'en 1940 au Québec, suite à un difficile combat pour l'égalité légale et le suffrage par les suffragettes anglophones et francophones de cette province. Troisièmement, les suffragettes ont immédiatement porté leurs revendications à l'Assemblée législative dans les années 1920 et 1930, insistant sur les réformes pour lesquelles elles se battaient depuis longtemps. Et quatrièmement, les suffragettes et les militantes féministes des générations suivantes se sont lancées dans de nouvelles et anciennes luttes politiques — bien que celles-ci ne tournent pas nécessairement autour des politiques électorales. L'unité fragile de la lutte pour le suffrage s'est fragmentée en diverses causes féministes, différents organismes politiques et différentes conceptions de l'émancipation.

Si nous considérons quelques exemples illustrant le quatrième point, nous découvrons qu'il existe des suffragettes après le suffrage. Bien entendu, les suffragettes n'ont jamais été un groupe politique homogène. Certaines suffragettes étaient socialistes alors que d'autres étaient conservatrices ; certaines voulaient rejoindre le rang des élites au pouvoir alors que d'autres s'opposaient au système de classes tout court. Des fissures dans l'édifice de l'unité du suffrage devenaient remarquablement apparentes lorsque de graves conflits ouvriers avaient commencé à parsemer le Canada en 1919. Lors de la grève générale de Winnipeg, Nellie McClung s'était opposée aux stratégies de pression et à la grève, alors que de l'autre côté, l'organisatrice de la Ligue des femmes sur le marché de l'emploi et une sympathisante de la grève, Helen Armstrong, s'est retrouvée en prison pour son soutien de la grève.

Ces différences idéologiques significatives ont pris

1 Grattan O'Leary, Is Women's Suffrage a Success ? *Châtelaine*, Sept. 1930, 12, 52 ; Helen Gregory MacGill, « Are Women Wanted in Public Life? » *Châtelaine*, Sept. 1928, 2–4 ; Mrs George Holis, Miss Mildred Low, Miss Beatrice Brigden, Miss F.S. Greenwood, Mrs. Donald Macdonald, « Why I Failed To Be Elected », *Châtelaine*, Oct 1930, 17, 37.

2 Robert Sharpe and Patricia I. McMahon, *The Person's Case: The Origins and Legacy of the Fight for Legal Personhood* (Toronto: University of Toronto Press, 2008).

l'avant-scène après le suffrage, mais même malgré ces différences, les exemples d'un travail de lobbying soutenu et organisé par les féministes abondent. Cependant, plutôt que de nous concentrer sur les élections fédérales ou sur l'ambition d'Emily Murphy d'acquérir un siège au Sénat (l'Affaire « personne »), nous devons examiner comment les femmes ont dirigé leurs efforts vers les politiques communautaires locales, les enjeux de justice sociale (dont la paix, l'éducation, l'amélioration des conditions de travail ou des fermes), ou sur les enjeux relatifs à la classe, aux inégalités liées à l'ethnicité et à la race par rapport aux différences sexuelles et à la discrimination.

Certains organismes voués au suffrage n'ont pas été dissous du tout : ils ont mise en place des forums publics visant à éduquer les femmes à propos de leurs nouveaux droits, et ont reformulés leurs objectifs politiques en unissant leurs approches suffragistes à propos du pouvoir politique maternelle des femmes avec une emphase nouvelle sur le rôle des femmes en tant que « femme-mère citoyennes » actives. Les suffragettes de Terre-Neuve ont créé la Ligue des électrices (*League of Women Voters*), dont l'objectif était d'« agiter » afin de modifier les lois touchant aux femmes et aux enfants. Le groupe de suffragettes de la Saskatchewan, la *Political Equality League*, avait développé un nouveau « plan de travail », avec des objectifs ambitieux, et demandait la nationalisation des services publics, un arbitrage international afin de mettre fin à la guerre, des modifications au Code criminel, la réforme éducative et la parité salariale[3].

Plusieurs suffragettes étaient des réformatrices libérales dans l'esprit et continuèrent à faire du lobbying en faveur de changements politiques pratiques, quelquefois avec l'aide de législatrices nouvellement élues. En Colombie-Britannique, la suffragette Mary Ellen Smith, une immigrante britannique et épouse du député libéral Ralph Smith, a obtenu le siège de son mari après sa mort et est devenue indépendante libérale. Avec le slogan « les femmes et les enfants d'abord », elle a aidé à réaliser la mission des suffragettes maternalistes, défendant des causes telles que la Loi sur la garde partagée, qui a accordé aux femmes une garde partagée des enfants, les lois sur l'allocation familiale pour les mères, l'aide financière aux veuves démunies avec des enfants et un salaire minimum pour les femmes. Elle a eu moins de succès avec certaines autres demandes, tel que le droit des femmes de faire partie d'un jury, et elle a également perpétué certains préjugés raciaux des suffragettes de l'époque, notamment en s'opposant à l'immigration asiatique[4].

Les femmes se sont souvent concentrées sur des enjeux locaux et sur les élections, où elles étaient moins redevables aux politiques des partis déjà établis et où elles pouvaient plus aisément combiner leur travail politique avec leur vie familiale. Ce dernier aspect ne peut pas être négligé : la respon-

3 Margo Iris Duley, « The Radius of Her Influence for Good: the Rise and Triumph of the Women's Suffrage Movement in Newfoundland, 1909-25 » dans *Pursuing Equality: Historical Perspectives on women in Newfoundland and Labrador*, ed. Linda Kealey (St John's: ISER, 1993), 14–65 ; Elizabeth Ann Kalmakoff, *Woman Suffrage in Saskatchewan,* MA Thesis, University of Regina, 1993.

4 http://womensuffrage.org/ ?p=21014. Consulté le 15 avril 2016.

sabilité première des femmes, qui était de prendre soin de leur famille, limitait autant leur temps libre que leur mobilité géographique. Une immigrante anglaise, Annie Gale, avec le soutien de la *Women's Ratepayers Association*, a été élue au conseil municipal de la ville de Calgary après la Première Guerre mondiale grâce à une campagne qui ressemblait au féminisme maternel des suffragettes : la protection des mineurs au travail, le contrôle du prix de la nourriture, la purification du lait et un meilleur système de santé[5]. La réforme éducative a longtemps fait partie des objectifs des suffragettes ; certaines féministes se sont présentées aux élections des conseils scolaires, plaidant en faveur de la parité salariale des enseignantes et de meilleurs services scolaires pour les enfants de la classe ouvrière. Amelia Turner, une suffragette de Calgary et une activiste de la Labour Party, s'est présentée aux élections de son conseil scolaire en 1929 en demandant que les livres scolaires soient offerts gratuitement à tous les élèves afin de démocratiser l'accès à une éducation de base[6].

La suffragette et socialiste vancouvéroise Helena Gutteridge, une leader autant auprès du mouvement de suffrage que du mouvement syndical de l'avant-première Guerre mondiale et une ex « suffragette » en Grande-Bretagne, a été élue en tant que conseillère municipale à Vancouver dans les années 1930. Son programme électoral axé sur la justice sociale revendiquait des logements sociaux subventionnés, des services publics et elle s'est vigoureusement opposée aux efforts de licenciement des femmes mariées comme solution visant à éradiquer le chômage lors de la récession. Le suffrage était un enjeu courant à l'époque : les lois entourant le droit de vote étaient restrictives et basées sur la propriété, excluant ainsi de nombreux locataires, les femmes qui ne possédaient pas une part légale de leur domicile familial ainsi que les résidents autochtones et asiatiques. Gutteridge proposait un suffrage universel pour tous les citoyens de la ville, une idée radicale qui a été considérée comme inacceptable par la plupart des autres conseillers municipaux[7].

S'il y a eu un enjeu qui a converti les femmes au suffrage, cela a été la tempérance. Pour les femmes qui sont devenues des suffragettes à cause de leur désir de lutter contre les intérêts des manufacturiers d'alcool, l'obtention du droit de vote a initialement été considérée comme un succès retentissant puisque plusieurs provinces ont interdit la vente d'alcool. Ce succès initial présumé est plus tard dans la décennie devenue une de leur plus grande déception, lorsque nombreux gouvernements ont abandonné la prohibition au profit d'un système de vente d'alcool réglementé par l'État. Certaines autres réussites législatives, qui avaient recueilli pendant longtemps l'appui des suffragettes, dont les lois provinciales sur l'eugénisme, sont aujourd'hui considérées plus comme des erreurs de parcours que des victoires.

Les revendications les plus grandioses que les suf-

5 http://womensuffrage.org/ ?designsentry_portf=improving-cities-annie-gale-and-calgary-canada. Consulté le 15 avril 2016.

6 Patricia Roome, « Amelia Turner and Calgary Labour Women, 1919-35 » dans *Beyond the Vote : Canadian Women and Politics*, eds. Linda Kealey et Joan Sangster (University of Toronto Press, 1989), 89–117.

7 Irene Howard, *The Struggle for Social Justice in British Columbia: Helena Gutteridge, the Unknown Reformer* (Vancouver: UBC Press, 1992).

fragettes avaient formulées à propos de l'éradication du crime et de la corruption étaient souvent trop optimistes, mais ces femmes ont travaillé fort afin de voir certaines de leurs demandes les plus chéries se faire protégées par la loi dans plusieurs provinces, même si ces réformes ne se sont avérés aucunement à la hauteur lors de leur application réelle et qu'elles aient échouées à altérer les relations d'inégalité entre les femmes. Une minorité significative de suffragettes ont également développé un plan politique plus radical, faisant valoir que l'égalité entre les sexes ne serait possible que si elle venait accompagné d'une transformation socialiste[8]. Suite à une guerre mondiale dévastatrice, les suffragettes et les féministes nouvellement politisées ont fondé des organisations dévouées au maintien de la paix, notamment le chapitre canadien de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL ou LIF). Les suffragettes Violet MacNaughton, Rose Henderson et Laura Jamieson ont transféré leur idéalisme féministe vers le LIFPL, qui soutenait que les guerres ne pourraient pas être éradiquées aussi longtemps que les inégalités sociales et économiques — dont l'oppression sexuelle et raciale — ne seraient vaincues et l'impérialisme effondré. Les féministes du LIFPL étaient motivés par différents idéaux — la tolérance humaniste, la coopération sociale, l'anticapitalisme — mais elles se rejoignaient sur la notion que la guerre était causée par des ambitions d'expansion territoriale, l'avidité, les préjugés et la tendance de se tourner vers la violence pour régler des conflits. La suffragette vancouvéroise Laura Jamieson (plus tard une membre du NPD à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique) a été une force indispensable pour le LIF durant la période de l'après-guerre. Faisant parfois face à du scepticisme et de l'hostilité publique intense, les femmes de LIF ont écris, ont distribué des pamphlets, ont pétitionné et ont exercé de la pression sur le public et les politiciens afin de faire avancer leurs positions féministes et pacifistes.

Le parcours de suffragette à militante féministe-socialiste de Rose Anderson n'est qu'un autre exemple de la vague d'activité qui s'est formé après 1918. Radicalisée par la Première Guerre mondiale et la révolte ouvrière de 1919, Henderson a été licenciée de son poste de travailleuse sociale à Montréal et s'est consacrée pleinement à une nouvelle vie marquée par le militantisme social, venant en aide au mouvement ouvrier, défendant le socialisme (plus tard le NPD) et l'égalité entre les sexes ainsi que la paix internationale et le désarmement. Henderson possédait une approche que les féministes d'aujourd'hui qualifient d'« intersectionnelle » ; son biographe, Peter Campbell, affirme qu'elle « ne s'est pas concentrée particulièrement sur une seule hiérarchie majeure du pouvoir dans la société capitaliste, mais s'est plutôt intéressée à toutes les formes d'inégalité »[9].

Certainement, les suffragettes après le suffrage ont fait preuve d'une alarmante complaisance en ce

8 Thomas Socknat, « For Peace and Freedom: Canadian Feminists in the interwar Peace Campaign » dans *Up and Doing: Canadian Women and Peace*, eds. Janice Williamson et Deborah Gorham (Toronto ; Women's Press, 1989), 66–90 ; Joan Sangster, *Dreams of Equality: Women on the Canadian Left* (Toronto: McClelland and Stewart, 1989).

9 Peter Campbell, *Rose Henderson: A Woman for the People* (Kingston and Montreal: McGill Queens University Press, 2010).

qui concerne l'exclusion raciale du droit de vote, et les enjeux que nous considérons comme critiques aujourd'hui — les droits des femmes autochtones, la violence domestique — ne se trouvaient pas parmi leurs priorités, ce qui témoigne des forces anglo-européennes et coloniales dominantes. Néanmoins, les féministes ne sont pas tombées dans un creux d'inactivité après 1918 ; elles ont plutôt développé de nouvelles campagnes, se sont intéressées à de nouveaux enjeux et ont mis en place de nouveaux organismes qui reflétaient les opinions très divergentes à propos de la façon d'établir l'égalité entre les sexes.